

L'extrémisme islamiste violent

Nouveauté ou continuité des conflits ?

ANDREW GLAZZARD, PHD*

SASHA JESPERSON, PHD

THOMAS MAGUIRE, PHD

EMILY WINTERBOTHAM

Les réponses apportées aux conflits par les acteurs du développement en particulier se sont sophistiquées depuis la phase interventionniste de l'après-guerre froide des années 1990. Une importante boîte à outils a été développée avec le ministère britannique du Développement durable, souvent à l'avant-scène de ces avancées. Or, pendant cette période, les conflits ont sensiblement évolué et les acteurs non étatiques ont gagné en importance. L'évolution la plus récente est l'émergence des groupes extrémistes islamistes violents (EIV). Ils se distinguent des autres acteurs des conflits par une nature et des objectifs qualitativement différents en apparence. Est-ce à dire que les outils développés lors des dernières décennies pour prévenir et résoudre les conflits ne sont plus adaptés, et que de nouveaux outils devraient être mis au point ? Cet article évalue les buts et les objectifs, les facteurs d'engagement, les facteurs sociaux d'attraction ou les facteurs liés à l'identité culturelle, la structure organisationnelle et les données démographiques, les tactiques et les méthodes des groupes EIV à travers trois études de cas : le Kenya, le Nigeria et l'Irak/Syrie. La comparaison de ces organisations islamistes avec des groupes évoluant dans le même pays permet de mettre en évidence leurs différences ainsi que les implications pour les acteurs du développement confrontés au conflit.

*Andrew Glazzard est directeur du groupe de recherches National Security and Resilience Studies du Royal United Services Institute, au Royaume-Uni; Sasha Jesperson est directrice du département Transnational Challenges Practice, Aktis Strategy Ltd., à Londres (Royaume-Uni); Thomas Maguire est assistant d'enseignement de School of Security Studies, King's College, LondonKings College à Londres (Royaume-Uni); Emily Winterbotham est chargée de recherches au sein du programme National Security and Resilience du Royal United Services Institute, au Royaume-Uni.

GLAZZARD, Andrew et al., « Islamist Violent Extremism: A New Form of Conflict or Business as Usual? », *Stability: International Journal of Security and Development* 6, no. 1, 2017, p. 13, <http://doi.org/10.5334/sta.503>.

L'extrémisme islamiste violent est une désignation générale embrassant une large variété de groupes et de mouvements disparates, allant des révolutionnaires chiïtes aux milices populaires en passant par les groupes terroristes organisés en cellules comme al-Qaïda. Les intentions, les cibles, les demandes, les structures et les théâtres d'opérations varient sensiblement d'un groupe à l'autre et peuvent même évoluer au fil du temps¹. Pour comprendre ces facteurs, l'article puise dans les débats engagés par les études sur le conflit, sur le terrorisme et sur le développement. L'étude spécifique de trois cas différents met en avant la diversité des EIV.

Cet article étudie les opérations et l'assise du groupe Harakat al-Shabab (les Shebab) au Kenya et de ses groupes affiliés ou sympathisants comme Al Hijra, et les compare à deux groupes contemporains non islamistes, le bras armé du Conseil républicain de Mombasa (MRC) et Mungiki, ainsi qu'à un groupe historique, le mouvement Mau-Mau. L'étude du cas du Nigeria compare Boko Haram au Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger (MEND). Boko Haram et MEND sont deux mouvements violents puisant leurs origines dans les régions du Nigeria marginalisées économiquement et socialement et dont l'approche est similaire, malgré des divergences d'ordre idéologique. L'étude de cas de l'Irak et de la Syrie porte plus spécialement sur trois groupes islamistes sunnites : l'État islamique en Irak et au Levant (EEIL), le Jabhat al-Nosra (JAN) et Ahrar al-Sham (AAS). Les trois groupes sont comparés les uns aux autres puis aux groupes militants chiïtes comme l'organisation Badr en Irak.

La comparaison, dans ces trois études de cas, des groupes EIV avec des groupes non islamistes a permis de mettre en évidence les implications, sous différents angles d'analyse, pour les acteurs du développement dans leur façon d'intervenir dans le cadre de conflits auxquels participent les EIV. Ce document décrit à grands traits ces différentes perspectives puis expose les implications pour les acteurs du développement.

Buts et objectifs

Contrairement aux études sur les conflits, la recherche sur le terrorisme soutient, ou part généralement du principe, qu'il existe une distinction nette entre les groupes nationalistes et les groupes idéologiques : les terroristes idéologiques cherchent davantage à transformer la société mondiale qu'à établir un territoire séparé. Les extrémistes islamistes, eux, s'ils aspirent à un nouveau califat, ne semblent pas pour autant motivés par une identité ethnique ou nationaliste particulière².

Le djihadisme salafiste se définit par un cadre religieux. Toutefois, Ranstorp et Gerges avancent qu'il faut l'envisager comme un mouvement moderne né dans

les années 1990 quand Ayman Al-Zawahiri et Oussama ben Laden ont formulé la doctrine de « l'ennemi lointain », selon laquelle les États-Unis dirigent en sous-main l'autocratie arabe et l'oppression des musulmans³. La vision du monde d'al-Qaïda se réduit à un discours unique qui met en avant une longue histoire de conflits touchant les musulmans du monde entier comme une preuve de la guerre menée par l'Occident contre l'Islam pour lequel il nourrit une peur et une haine inexorables. Le but primordial d'al-Qaïda (et maintenant d'EIIL) et d'autres groupes est donc présenté comme la suite logique d'une lutte vieille de 1400 ans ou d'un « choc des civilisations », une conception différente des autres conflits⁴. Les islamistes violents contemporains ont étendu la portée sémantique du djihad au-delà de la théorie de la « guerre juste » afin de légitimer la violence terroriste, la violence révolutionnaire et l'insurrection, tout en promouvant l'Islam comme « le sixième pilier » ou « l'impératif occulté », et donc comme un devoir individuel, plutôt que collectif, pour les musulmans⁵.

Le but principal d'EIIL, l'expansion du califat, est par conséquent présenté comme un état pour les « vrais » musulmans et un rempart contre l'ennemi, traduisant l'importance eschatologique et géopolitique du Levant⁶. Son slogan « rester et s'étendre » semble incarner ce but, tandis que le caractère de l'état est implicite dans la division de l'humanité selon al-Baghdadi où « le camp des musulmans et des moudjahidines » s'oppose au « camp des Juifs, des croisés et de leurs alliés⁷ ».

Les objectifs déclarés par Boko Haram étaient également ancrés dans l'idéologie religieuse. Boko Haram s'est établi sur la base d'un rejet des vices sociaux de l'état nigérian et du principe selon lequel la « meilleure chose à faire pour un musulman pieux était d'émigrer de la société faillie moralement vers un lieu sûr, et d'établir une société islamique idéale exempte de corruption politique et de carences morales⁸ ». Depuis 2011, les opérations des Shebab au nord-est du Kenya et dans les régions côtières aspiraient à s'inscrire dans un projet djihadiste plus large de « libération » des terres musulmanes de l'« occupation » non musulmane et de venger les injustices historiques⁹. Par contraste, l'idéologie religieuse n'a pas occupé une place importante dans le programme et la rhétorique des leaders du MRC, des Mau-Mau ou des Mungiki au Kenya ou du MEND au Nigeria.

Certains avancent que la religion est par nature irrationnelle et, par conséquent, que la violence motivée par la religion doit aussi être irrationnelle¹⁰. Pour Stern, les groupes violents inspirés par la religion ont invariablement, au début, des aspirations utopiques même si en fin de compte elles ne sont pas réalisées¹¹. Si l'objectif de « laver le monde de l'injustice, de la cruauté et de tout ce qui est anti-humain » n'est pas en soit irrationnel, Stern explique qu'il peut être motivé ou accompagné par un « appel spirituel », qui est irrationnel¹².

La comparaison entre MEND et Boko Haram au Nigeria illustre bien cette thèse. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un mouvement religieux, MEND défendait une idéologie solide visant des objectifs bien définis et localisés, fondés sur un désir commun d'égalité et de justice sociale. La stratégie violente de MEND était en cohérence avec les objectifs poursuivis et a conduit à la perte d'un quart des exportations quotidiennes de pétrole du Nigeria¹³. La stratégie politique du groupe était cohérente également, car il a commencé à réclamer au gouvernement nigérian le contrôle des ressources, des droits constitutionnels et des mesures de réduction de la marginalisation sociale, de la répression politique et de la dégradation de l'environnement. Les exigences de MEND s'appuyaient sur les campagnes internationales de sensibilisation aux dommages occasionnés par l'industrie pétrolière. Beaucoup considéraient donc leurs revendications comme justifiées et leur tactique comme rationnelle, même si cette dernière a fait l'objet d'une forte désapprobation. À l'inverse, comme Boko Haram définit son programme en des termes religieux et culturels, il tend à être jugé comme irrationnel, non compromettant, voire psychopathe¹⁴.

Wiktorowicz et Kaltenthaler remettent en question ces revendications, en soulignant qu'elles ignorent l'importance des croyances et de l'idéologie dans les calculs d'utilité individuelle, et expliquent que « quand les individus croient que les récompenses spirituelles dépassent les conséquences négatives des stratégies du présent, l'activisme à coût/risque élevé peut être compris comme un choix rationnel¹⁵ ». Partant, plutôt que d'envisager les islamistes comme des réactionnaires accablés par la douleur, les dernières recherches ont reconceptualisé les extrémistes islamistes en penseurs stratégiques se livrant à des calculs de coût-bénéfice. L'ultraviolence et l'angle d'approche religieux et culturel des activités ne sont pas forcément synonymes d'irrationalité. À certains égards en effet, la violence de Boko Haram a porté ses fruits et a permis au groupe de conquérir le territoire par la mise en œuvre d'une réponse sécuritaire excessive à l'appui du recrutement.

Les déclarations axées sur la religion peuvent donc être des engagements communs, ou simplement un moyen d'offrir un cadre rationnel au recrutement. Certains documents différencient les djihadistes des révolutionnaires islamistes et des terroristes comme ceux qui combattent en Afghanistan et en Bosnie, adeptes d'un programme territorial défensif fondé sur la conviction que les musulmans étaient attaqués ou occupés¹⁶. Piazza sépare les terroristes islamistes en « groupes stratégiques », comme le Hamas, qui tout en revendiquant une finalité religieuse poursuivent des objectifs semblables à ceux des groupes nationalistes séparatistes et des groupes « globaux abstraits » comme l'organisation utopique al-Qaïda et ses affiliés¹⁷. AAS en fournit un exemple récent ; s'il répond à une idéologie cosmique, le groupe adopte un programme « nationaliste syrien » comme le montre la signa-

ture d'un *covenant of honor* à la fin de l'année 2014 par lequel il renie toute prétention djihadiste mondiale. Les chefs d'AAS condamnent maintenant le recrutement par EIIL et al-Qaïda de combattants de traditions différentes, mais le groupe s'inscrit toujours dans la mouvance djihadiste globale¹⁸. Même les combattants affiliés d'al-Qaïda, hormis d'al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) et maintenant d'EIIL, ne partagent pas les mêmes objectifs mondiaux.

Sous d'autres aspects toutefois, les participants à ces conflits, qu'ils soient islamistes ou non, se ressemblent : ils œuvrent à la défense de leurs administrés, au contrôle des populations, à l'acquisition des ressources, au recrutement des soldats et à la projection de leur puissance à travers leurs capacités militaires ou la propagande. Si l'on examine le cas d'EIIL, les véritables objectifs du groupe, que sont la consolidation et la projection de leur puissance, répondent davantage à une nécessité pratique que leur « idéologie cosmique » ne laisse entendre. JAN aspire également à gouverner le territoire afin de créer un refuge sûr pour attaquer l'Occident¹⁹. Contrairement à EIIL, le groupe n'aspire pas à gouverner un califat entier, mais un émirat plus modeste²⁰. De plus, sur le plan du commandement, les objectifs des chiïtes en Syrie et en Irak sont géopolitiques, du moins partiellement. Le mouvement sadriste comme le Conseil suprême islamique irakien a revendiqué de manière agressive une identité chiïte, tandis que de nombreux chefs ont persécuté les populations sunnites.

Les objectifs d'un groupe peuvent aussi évoluer dans le temps. S'ils ne sont pas tout à fait clairs ou explicites, les objectifs des chefs shebab et de leurs affidés semblent être influencés par un agenda régional salafiste djihadiste et s'inscrire dans un projet djihadiste plus large. D'ailleurs, l'incursion du Kenya en Somalie en 2011 et les victoires remportées sur le terrain par les forces de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) semblent avoir précipité le passage d'une mouvance à prédominance nationaliste somali vers une tendance djihadiste plus internationaliste, ce qui a eu une incidence forte sur le plan de la tactique et des opérations mises en œuvre par le groupe²¹. AAS a également été modelé par la violence du champ de bataille syrien, et s'est éloigné de sa croyance première en une solution djihadiste « cosmique » globale. Contrairement à EIIS, le groupe a progressivement modéré sa doctrine sur le champ de bataille. Qu'il l'ait fait tout en maintenant son authenticité religieuse, quoiqu'en respectant un pluralisme plus large que les autres groupes, montre que la religion peut être une force dynamique dans un conflit.

Il se peut que les objectifs poursuivis par un groupe à un moment donné ne soient pas cohérents. Si les chefs ont une liste de priorités, les facteurs de motivation animant leurs disciples varient souvent. L'idéologie est importante en particulier pour les dirigeants ; certains d'entre eux sont des entrepreneurs idéologiques

qui cherchent à rallier les civils à une cause. L'idéologie peut être un facteur pour les disciples, mais les populations affectées par un conflit rejoignent les groupes violents pour une multitude de raisons sociales, psychologiques et pratiques, y compris politiques. Par exemple, au Nigeria, il est d'autant plus difficile de connaître précisément le nombre de fidèles défendant activement les idéaux véhiculés par les chefs (le Califat islamique en est un exemple) qu'à l'origine du conflit et du soutien populaire dont dispose Boko Haram, et naguère le MEND, se trouve une réaction à la privation et à la carence des services publics.

Les « facteurs » d'engagement

Si la religion est importante, elle est souvent utilisée pour offrir un cadre rationnel au recrutement. De nombreux partisans sont d'ailleurs motivés par la douleur et il se peut même qu'ils ne comprennent pas l'idéologie religieuse propagée par les chefs. Les griefs, qu'ils soient individuels, de groupe, personnels ou vécus par procuration, sont de puissants moteurs de la violence islamiste. L'Agence américaine pour le développement international (USAID) relève comme griefs pertinents la discrimination, la marginalisation politique, le sentiment de « colère face à la victimisation perçue des fidèles musulmans dans le monde », la répression des droits de l'homme et l'occupation étrangère²².

Certes, l'existence d'une relation forte entre les griefs perçus et l'extrémisme violent est largement admise, mais la nature de cette relation reste à éclaircir, en particulier quand les griefs sont la cause première de la violence ou sont un simple mécanisme de justification de cette violence²³. Selon Gupta, les griefs sont un facteur nécessaire de l'extrémisme violent, mais ils doivent être instrumentalisés par des individus charismatiques, ou « entrepreneurs politiques », et rattachés à des facteurs sociaux et psychologiques²⁴. La théorie de la privation relative de Gurr prédit toutefois que lorsqu'il existe une frustration sur la position relative des individus entre ce qu'ils ont et la perception de ce qu'ils devraient avoir, le risque de violence augmente²⁵.

Les études sur le conflit indiquent que les griefs nés d'une carence de la politique publique sont les premiers moteurs de la violence²⁶. L'instabilité de l'État est fréquemment identifiée comme « le signe avant-coureur le plus cohérent des attaques terroristes au niveau national²⁷ ». Quand l'État n'assure pas la sécurité de ses populations, la religion comble le vide comme le montrent de nombreux exemples²⁸. En situation de conflit et d'insécurité, les populations veulent adhérer à toute entité qui leur offrira stabilité et confort, du moins à court terme. De nombreux États faillis ou défaillants sont ainsi devenus des plaques tournantes de l'activité extrémiste.

Au Nigeria, tandis que MEND appuyait clairement son discours sur les griefs et que Boko Haram les faisait passer après la contestation politique et religieuse avec l'État, ces groupes ont tous deux réagi aux revendications économiques, politiques et sociales affectant les régions marginalisées et éloignées des centres du pouvoir. D'ailleurs, l'évolution de Boko Haram en une idéologie ultraviolente est aussi la conséquence d'une mauvaise gouvernance, car le groupe s'est radicalisé sous l'effet des réponses militarisées excessives du Nigeria associées à l'absence de réponses face à la marginalisation du Nord-Est²⁹.

Grynkewich considère que les groupes islamistes comme les groupes non islamiques sont consolidés par l'incapacité de l'État à fournir les services de base, dont la sécurité et la justice³⁰. EIIL a exploité les régions caractérisées par une carence de gouvernance, une économie de guerre dynamique et des conflits persistants, le dynamisme de l'économie de guerre, en cherchant à améliorer la situation et à prendre le contrôle³¹. Si la population en a tiré un avantage, l'objectif ultime était de consolider la mainmise d'EIIL dans la région. EIIL a démontré ses capacités à assurer la sécurité et la gouvernance des zones sous sa férule. Ses chefs se sont frayé un chemin dans la culture sunnite en Irak et progressé en Syrie, en apportant la sécurité par une combinaison de répression, de bureaucratie effective et d'une application intransigeante du droit³². Mais les compétences d'EIIL vont au-delà de sa capacité à assurer la sécurité : la distribution d'eau et d'énergie, les hôpitaux, la distribution de nourriture et autres services se sont rapidement améliorés dans les zones sous son contrôle. Si JAN ne répond pas à toutes les ambitions d'EIIL de contrôler tous les aspects de l'activité civile et militaire et si les régions syriennes administrées par JAN ne respirent pas l'atmosphère d'État policier des zones contrôlées par EIIL, JAN n'aspire pas à contrôler les tribunaux et le système judiciaire³³.

Quand les groupes extrémistes violents opèrent localement, particulièrement dans les situations de conflit, la discrimination socioéconomique et les marginalisations semblent jouer un rôle majeur dans le recrutement. Par exemple, l'extrémisme islamiste violent au Kenya, qui inclut les combattants Shebab recrutés localement et le mouvement Al-Mouhajiroun, est lié à la situation économique des musulmans au Kenya, en particulier sur la côte et dans les provinces du Nord-Est, majoritairement musulmanes. Les griefs socioéconomiques, l'accès aux terres, le manque de possibilités pour les jeunes et l'hostilité ethnique et religieuse envers un groupe politiquement et économiquement dominant ainsi que des politiques et des mesures étatiques (non pas une idéologie) répressives et discriminatoires sont plus à même de convaincre les civils kenyans à rejoindre le mouvement Shebab et ses affiliés³⁴. De même, les régions les plus défavorisées du Nigeria, comme les États de Borno et de Kano, sont devenues des places fortes de Boko Haram³⁵.

Bien que les dirigeants de Boko Haram aient été choisis parmi des ecclésiastiques et des étudiants musulmans, des professionnels et des étudiants des institutions du tertiaire, de nombreuses recrues sont motivées par l'argent ou parce qu'aucune autre possibilité ne s'offre à eux. En Irak, les milices chiïtes sont effectivement en concurrence avec l'armée irakienne et semblent remporter la donne, car elles offrent de meilleures armes et des salaires plus généreux, tout en étant en concurrence les unes avec les autres³⁶.

Certes l'expansion de la violence perpétrée par les organisations islamiques militantes sont souvent vues à travers le prisme des préoccupations internationales en matière de terrorisme. Mais les causes premières sont plus généralement liées à des griefs historiques, à l'immobilisme de l'État face à une marginalisation et à une insécurité profondément ancrée, et aux mesures répressives face aux insurrections³⁷.

Ce qui est symptomatique, c'est que l'extrémisme islamique ne se différencie pas particulièrement des autres extrémismes structurés ou motivés par la religion. Les crises économiques et de gouvernance sont des causes profondes de la violence et du conflit en général; les pays à majorité musulmane tendent à être particulièrement vulnérables, car bien souvent leur État est soit en déliquescence soit failli, corrompu ou gouverné par la répression, et miné par la chute des niveaux de vie³⁸. Par exemple, au-delà de l'idéologie religieuse, les pratiques de recrutement des combattants Shebab et des groupes affiliés activent des leviers structurels, communautaires et individuels faisant écho aux moteurs d'engagement des populations auprès du MRC, du Mungiki et des Mau-Mau.

Les facteurs d'attraction liés à l'identité sociale et culturelle

Les griefs exposés ci-dessus sont souvent présentés sous un angle social ou culturel et deviennent une composante du mouvement d'affirmation identitaire. Par exemple, les griefs communautaires au Kenya sont politisés, car la politique kenyane, traversée par des lignes de fractures ethnoconfessionnelles, est divisée par la corruption et par d'autres facteurs systémiques³⁹. Ces griefs et la victimisation perçue peuvent donc être utilisés par les leaders, ce dont les partisans de l'école du terrorisme sont généralement convaincus. Les chefs des groupes islamistes extrémistes violents peuvent instrumentaliser la victimisation perçue par les musulmans pour justifier la violence extrémiste, bien que le recours au discours de l'oppression pour justifier la violence et recruter et motiver des combattants soit commun à tous les groupes extrémistes violents ou presque⁴⁰.

L'idéologie est une des composantes. Si l'on considère précisément l'extrémisme islamiste violent, l'importance de l'idéologie a été également contestée et

politisée. Les extrémistes islamistes violents se sont inspirés d'une idéologie développée dans les années 1980 avec un objectif précis, celui de défendre les musulmans de l'oppression et de l'occupation. Les adeptes ont adapté et durci cette idéologie sous la pression de la participation répétée au conflit. Des études sur le terrorisme partent du principe que l'idéologie est un simple facteur de motivation et certains experts affirment même, tout en étant très critiqués, que l'Islam ou du moins l'islamisme est par nature violent⁴¹. Des spécialistes des sciences politiques présentent l'idéologie comme une explication causale de l'émergence de la violence extrémiste islamiste et de sa persistance. Comment pourrait-on expliquer autrement que certains groupes recourent à la violence et pas d'autres⁴² ?

Toutefois l'idéologie n'explique pas tout et de nombreux travaux remettent en question l'importance de l'idéologie à la fois sur le terrorisme et le conflit. Les études sur le conflit sont particulièrement révélatrices sur ce point ; Kaldor avance d'ailleurs que les conflits « peuvent revêtir la forme du nationalisme traditionnel, du tribalisme ou d'un fondamentalisme religieux », mais ils sont en réalité le résultat de la désintégration des États et des structures sous les pressions de la mondialisation⁴³. Si la thèse des « nouvelles guerres » de Kaldor a été critiquée pour sa représentation inexacte des « petites guerres » en « nouvelles guerres », et en supposant que son exemple principal (la guerre de Bosnie de 1992 à 1995) soit représentatif, ses conclusions sont néanmoins identifiables dans certains conflits actuels, notamment en Irak et en Syrie. Cette vision suggère en effet que de nouvelles guerres ont plus de chance d'éclater quand les États autoritaires et centralisés perdent leur légitimité ou commencent à s'écrouler. Dans cette interprétation, la religion est importante, non pas pour ce qu'elle apporte à l'idéologie, mais en tant que marqueur de l'identité politique et sociale dans les luttes pour les ressources ou la survie. Les parties prenantes peuvent présenter les conflits sous un angle religieux (et ethnique et culturel), mais d'autres processus ou forces historiques, que les parties prenantes même ne peuvent pas comprendre, se font jour.

Au niveau mésoéconomique, qui concerne principalement les plus petits groupes identitaires et les communautés, les facteurs sociaux et culturels prévalent, et sont décrits par l'USAID comme des facteurs d'attraction encourageant la participation à l'extrémisme violent⁴⁴. Les facteurs liés à l'identité, qu'elle soit religieuse, ethnique ou de groupe, ont l'effet de levier le plus important. Il est apparu que l'identité individuelle et de groupe est plus vigoureusement formulée en des termes religieux ou ethniques. De nombreux écrits soulignent que l'identité est déterminante pour que les individus participent à des mouvements violents, en particulier parce que la radicalisation est un processus social⁴⁵. Les hommes sont capables de prouesses extraordinaires, créatrices ou destructrices, s'ils sont motivés

par des sentiments, réels ou imaginaires, de parenté : « les gens ne meurent pas et ne tuent pas pour une simple cause. Ils meurent et tuent les uns pour les autres⁴⁶ ».

La communauté s'étend également aux « communautés imaginées » des grands groupes identitaires telles que les nations ou l'oumma (la communauté mondiale des musulmans) que le groupe violent prétend représenter⁴⁷. Plusieurs experts examinent cette « communauté imaginée » dans le contexte de l'extrémisme islamiste violent, et s'accordent à dire qu'est née dans les années 1990 l'idée d'une identité musulmane transnationale qui a supplanté, du moins en surface, d'autres notions de l'identité axées sur des facteurs géographiques, culturels et ethniques⁴⁸. Dans les années 1980 et 1990, cette identité transnationale a été mobilisée à des fins défensives, mais al-Qaïda et d'autres groupes l'ont rapidement transformée en une doctrine de révolution et de terrorisme international. La recherche en psychologie a révélé que les recours à l'identité sont essentiels pour encourager, légitimer et soutenir la participation à des groupes extrémistes violents. L'EIIL a donné un nouvel élan à cette vision apocalyptique au sein du djihadisme, en nommant son magazine anglophone *Dabiq*, d'après le site de l'une des plus importantes batailles des prophéties. Cette « idéologie cosmique » a renforcé la capacité d'EIIL à recruter en Syrie, en Irak et dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et en Europe occidentale grâce à une machine de propagande sophistiquée. Au Kenya, quelques chefs religieux kenyans radicaux diffusant ces messages ont constitué, depuis le milieu du 20^e siècle, le principal canal de recrutement de Kenyans pour combattre en Somalie. Reste à savoir toutefois ce qui, de cette rhétorique idéologique ou des motivations identitaires, incite le plus les disciples à remplir leur devoir de défendre les autres musulmans⁴⁹.

L'identité religieuse est un concept trop vague pour être isolé de façon rationnelle des autres marqueurs identitaires de même importance comme l'identité ethnique ou nationaliste⁵⁰. Les idéologues religieux tout comme les élites ethniques d'inspiration politique sont à même d'exploiter et de susciter une identité partagée en favorisant des réseaux transnationaux pour soutenir les insurgés dans leur pays⁵¹. Il convient de souligner également que, si les djihadistes salafistes sont actuellement au centre de l'attention, les chiïtes en Syrie et en Irak utilisent un discours semblable pour recruter des combattants en s'appuyant sur des clivages religieux et aussi sectaires entre les communautés sunnite et chiïte. Le mouvement des milices chiïtes a connu une impulsion majeure avec la fatwa de juin 2014 du grand ayatollah Ali al-Sistani qui encourageait les chiïtes à mener une « guerre vertueuse » contre l'EIIL⁵². À la suite de cela, de nombreuses milices chiïtes se sont formées en *Hashd Shaabi* (mobilisation populaire) pour combattre l'EIIL, révélant à quel point la politique sectaire s'est enracinée dans le conflit. « Non seulement les hommes de Daesh [EIIL] combattent en tant que sunnites plutôt

qu'Irakiens, mais les Hashd sont tout aussi sectaires et combattent l'EIIL en tant que chiïtes plutôt qu'en tant qu'Irakiens », constate Stansfield⁵³. Dans le conflit, la tactique des milices chiïtes renforce le discours de l'EIIL selon lequel le gouvernement irakien constitue une menace existentielle pour les sunnites. Les milices elles-mêmes ont été massivement accusées de sévices et d'atrocités, infligés dernièrement aux sunnites soupçonnés d'avoir collaboré avec l'EIIL⁵⁴. Parallèlement, elles ont réussi à placer des représentants à des postes à responsabilité, ce qui corrobore la thèse d'EIIL selon laquelle le gouvernement et ses forces de sécurité ne sont pas irakiens, mais chiïtes⁵⁵.

Structure organisationnelle et démographie

Regrouper différents mouvements, groupes et activités sous l'étiquette unique de terrorisme est selon Neumann le « péché capital » des études sur le terrorisme⁵⁶. Toutefois, même les contributions comme celle de Neumann, qui reconnaissent la diversité de ce que nous définissons comme terrorisme ou extrémisme violent ont tendance à en amalgamer les manifestations comme s'il s'agissait d'un seul phénomène. Par exemple, Berman assimile le Hamas, le Hezbollah et al-Qaïda sous l'appellation de terrorisme islamiste, sans préciser que l'un d'eux est chiïte et que les autres sont sunnites, que deux d'entre eux fonctionnent comme des partis politiques bien présents et que le dernier est ramifié en mouvements sociaux populaires, que l'un est soutenu par l'Iran et les deux autres par la Syrie, que l'un est un groupe nationaliste focalisé uniquement sur le conflit israélo-palestinien, tandis que les autres ont des ambitions et une portée internationales⁵⁷. Outre l'inspiration religieuse présentée ci-dessus, cette partie examine l'importance de la structure organisationnelle et de la démographie.

Peu de travaux se penchent spécifiquement sur la question de l'amplitude et de la diversité des groupes extrémistes islamistes violents. Des études ont toutefois été publiées sur des groupes spécifiques, par exemple par Hansen sur les Shebab, par Comolli sur Boko Haram, et de nombreux autres sur al-Qaïda (celles de Wright et Burke sont des récits journalistiques, mais comptent parmi les plus fiables)⁵⁸. Elles décrivent dans le détail la façon dont chaque groupe s'est développé dans son propre contexte historique et sociopolitique et, considérées dans leur globalité, elles apportent un correctif aux explications généralistes et simplistes qui présentent l'extrémisme islamiste violent comme étant monolithique et homogène. Les experts étudiant des groupes spécifiques mettent en évidence le risque de confusion. Holbrook préconise la prudence à l'égard d'une simplification extrême de la grande diversité et de la nature évolutive des perspectives idéologiques et théoriques parmi les mouvements « djihadistes⁵⁹ ». Il suggère que le terme

réducteur de « discours unique » associe de façon simpliste un ensemble varié et dynamique de phénomènes en un schéma analytique unique. Cela peut également conduire à des erreurs en matière de contre-terrorisme, car cette vision ne rend pas compte du fait que l'islamisme radical est un domaine fort controversé. De plus, en perdant de vue le fait que les idéologues influents égyptiens ont renoncé à la violence, les gouvernements occidentaux ont manqué l'occasion de délégitimer al-Qaïda aux yeux de sa base mondiale⁶⁰.

La guerre civile syrienne et la montée en puissance d'EIIL ont recentré l'attention sur les combattants étrangers, un phénomène plutôt récent et lié en particulier à l'extrémisme islamiste violent⁶¹. On peut l'expliquer à la fois par l'émergence d'une idéologie de participation transnationale dans la pensée islamiste en Arabie saoudite au cours des années 1980, et par le nombre croissant de conflits dans les états postcoloniaux faillis, caractérisés par une majorité de musulmans ou par d'importantes minorités. Le rôle des combattants étrangers islamistes dans l'insurrection en Irak après 2003 est particulièrement notable. Le leader d'al-Qaïda en Irak (AQI), devenu ensuite EIIL, était Ahmad Fadeel Al-Nazal Al-Khalayleh, plus connu sous le nom d'Al-Zarqawi, un Jordanien ayant dirigé son propre camp d'entraînement militaire en Afghanistan avant le 11-septembre. Après l'invasion de 2003, Al-Zarqawi s'est réfugié en Irak et, accompagné d'un groupe de militants non irakiens pour la plupart, a cherché un environnement qui leur soit adapté et a recruté d'autres combattants étrangers⁶². La stratégie d'Al-Zarqawi était d'attaquer les populations et les monuments chiïtes pour promouvoir une guerre sectaire et de recourir à des attentats-suicides à la bombe, stratégiques et non pas tactiques, pour faire évoluer le conflit d'une insurrection classique à une « guerre globale ». Au contraire du schéma habituel des combattants forcés à quitter le territoire pour lequel ils se sont battus comme en Afghanistan ou en Bosnie, un djihad sectaire créerait les conditions de sécurité pour les moudjahidines (l'objectif ultime de Al-Zarqawi) et d'insécurité pour tous les autres.

Toutefois si le phénomène est d'une ampleur sans précédent, il n'est pas en soi nouveau. Malet montre que les combattants étrangers existent depuis le milieu du 19^e siècle au moins et que le phénomène ne se limite en aucun cas aux islamistes⁶³. En effet, si le nombre des combattants étrangers en Syrie et en Irak ayant rejoint le conflit en Afghanistan dans les années 1980 a probablement dépassé la barre des 20 000, quelque 32 000 étrangers se sont battus lors de la Guerre civile espagnole (1936–1939)⁶⁴. C'est un phénomène qui n'est pourtant ni nouveau ni propre aux communautés de la diaspora musulmane. À titre d'exemple, les Tigres de libération de l'Îlam tamoul (LLTE) au Sri Lanka étaient soutenus financièrement par la diaspora tamoule par l'intermédiaire du mouvement radical mondial des Tamouls⁶⁵.

Pour autant, tous les groupes extrémistes islamistes violents ne séduisent pas les combattants étrangers. Si l'on estime à un millier le nombre de guerriers qui se sont battus aux côtés des Shebab en Somalie depuis le milieu du 20^e siècle (un chiffre en baisse depuis 2012), issus principalement de la diaspora somali, ceux qui ont pris les armes sur le sol kenyan seraient nettement moins nombreux⁶⁶. Plus symptomatique encore, dans leur soutien qu'ils apportent à une guérilla décentralisée et au terrorisme de cellule au Kenya (à la différence de leurs opérations militaires plus bureaucratiques en Somalie), les Shebab ont fini par ressembler de plus en plus aux structures sans grande cohésion des Mau-Mau et de Mungiki et aux groupes indépendants nomades. Cela illustre bien les différentes dynamiques de sécurité et de conflit existant en Somalie par rapport à celles qui sont mises en œuvre au Kenya, et l'adaptation à différentes conditions dont les Shebab doivent faire preuve⁶⁷. Bien que le JAN soit à l'origine une émanation d'EIIL, la composition majoritairement syrienne du groupe « contribue à un enracinement social de niveau décisif », que ses « politiques strictes et très exigeantes de recrutement des combattants ont permis d'assurer un afflux permanent de *mouhajirines* (émigrés) de haut-niveau⁶⁸ ».

Tactique et méthodes

Certains avancent que l'activité des terroristes idéologiques ne semble pas entravée par des limites stratégiques rationnelles, à la différence des nationalistes, et que les premiers recherchent les armes les plus destructives possible pour commettre les atrocités les plus étendues⁶⁹. Le taux de létalité des actes terroristes motivés par la religion et extrémistes islamistes en particulier a retenu une attention considérable. Les études sur le terrorisme ont révélé que le « nouveau terrorisme » se caractérise par des attaques conçues pour causer des massacres à grande échelle ; à partir du 11-septembre, les experts se sont largement interrogés sur l'état de préparation d'attaques ou sur d'éventuels préparatifs visant des tueries de masse à l'aide d'armes biologiques, chimiques et nucléaires. Les preuves recueillies dans les laboratoires d'al-Qaïda en Afghanistan suggèrent que le groupe menait des recherches actives sur les armes non conventionnelles et plusieurs exemples ont été rapportés (y compris au Royaume-Uni) de groupes affiliés à al-Qaïda planifiant l'utilisation de substances chimiques ou radiologiques. Selon certains analystes, c'est ce qui différencie les extrémistes islamistes des autres groupes, bien que les partisans des théories du « nouveau terrorisme » comme Hoffman admettent que des groupes comme Aum Shirinko au Japon utilisent aussi des armes chimiques⁷⁰.

Vu sous cet angle, les groupes extrémistes religieux se caractérisent par différents systèmes de valeurs, mécanismes de légitimation et de justification, concepts moraux et visions du monde et ne sont « pas de ce fait entravés par les barrières politiques, pratiques ou morales qui pourraient concerner d'autres terroristes », dont le besoin de s'attacher l'appui de la population⁷¹. Le phénomène des attentats-suicides, notamment après le 11-septembre, ainsi que la recrudescence soudaine des attaques en Irak après 2003 ont particulièrement retenu l'attention des universitaires. Selon Berman, les attentats-suicides à la bombe sont souvent un marqueur de la violence religieuse. Néanmoins, ils ne répondent pas à une pensée théologique, mais s'expliquent par la complexité de la cible : les terroristes motivés par la religion sont peut-être les seuls à faire preuve de l'engagement nécessaire pour survivre dans des pays comme Israël, où les cibles sont devenues beaucoup plus difficiles à atteindre⁷². Il en conclut que « la menace que représentent les organisations terroristes religieuses est sans précédent » et que les groupes islamistes sont bien plus meurtriers que les groupes séculiers⁷³. Par exemple au Nigeria, MEND se démarque de Boko Haram par le choix de cibles bien plus instrumentales : malgré quelques attaques à la bombe dans des villes importantes, MEND a pris pour cible principale l'industrie du pétrole et l'infrastructure gouvernementale de soutien du delta du Niger. Le groupe a généralement épargné la population (hormis des attentats occasionnels perpétrés contre des hôtels, des cargos et des navires de pêche). Il n'a pas non plus usé de la tactique des attentats-suicides.

Cette analyse présente des lacunes importantes parce qu'elle omet entre autres que les groupes marxistes léninistes ont opté pour les attaques à la bombe, notamment le LTTE au Sri Lanka (qui a commis plus d'attentats-suicides que tout autre groupe avant 2003) comme le PKK en Turquie. De fait, d'autres observateurs soutiennent que le terrorisme devient moins létal, car d'une manière générale le nombre de morts pour 100 000 personnes entre les années 1970 et 2005 a baissé, un constat qui ne tient pas compte toutefois du pic de pertes humaines en Irak en 2006-2007 ni, dernièrement, de la recrudescence des attaques mortelles en Afghanistan, au Yémen, en Somalie et au Nigeria⁷⁴. Selon Tucker, l'« indice de létalité » du terrorisme international montre que, depuis la fin des années 1970, la létalité n'a pas enregistré de hausse soudaine, mais s'est plutôt stabilisée à un palier élevé, et « l'allégation d'une tendance aux massacres repose donc sur un faible nombre de cas comparé au nombre total d'attaques terroristes dans le monde⁷⁵ ». Avec le recul, on constate que la vaste majorité des attaques terroristes dans le monde tue un nombre encore limité de victimes (car elles visent généralement les bâtiments) et, en 2007, les groupes terroristes les plus meurtriers étaient le Sentier lumineux maoïste (Pérou) et le groupe marxiste-léniniste LTTE (Sri Lanka). D'ailleurs, l'observation du militantisme islamiste depuis le 11-septembre révèle

que les nouvelles techniques font défaut, même comparativement aux autres groupes violents. Exception faite du calendrier et de l'échelle du financement de l'attaque du centre commercial Westgate par les Shebab en 2013, la plupart des actions menées par les Shebab et les groupes affiliés au Kenya sont similaires aux attaques conduites par les acteurs non islamiques sur le plan des dispositifs utilisés : petites armes, grenades et petits engins explosifs improvisés (EEI).

À cet égard, il semble que la violence djihadiste-salafiste inspirée par al-Qaïda soit différente de par sa portée et son style. En 2011, Boko Haram a organisé au Nigeria ses premiers attentats-suicides contre le siège de la police nationale et le siège de l'ONU à Abuja, cherchant probablement à surpasser al-Qaïda, avec lequel Boko Haram était à l'époque allié. On observe une évolution évidente de la cible des attaques : au début, les communautés musulmanes étaient prévenues des attentats planifiés sur leur territoire, mais après la mort de Yusuf, les attaques non ciblées se sont généralisées. En 2011 et 2012, une vingtaine d'attentats-suicides visant les communautés religieuses (chrétiennes et musulmanes), les militaires et d'autres représentants du gouvernement ont été commis⁷⁶. Son changement de stratégie traduisait une idéologie plus militante, reflété par ses serments d'allégeance d'abord à al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), puis à l'EEIL. En Irak et en Syrie notamment, les groupes liés à al-Qaïda ont atteint leur objectif de radicalisation des conflits. Ils ont mené des conflits plus meurtriers en basant délibérément leur stratégie sur le modèle des attentats-suicides. Ils ont privé les conflits de toute issue possible en provoquant des violences interconfessionnelles à une échelle effroyable. La stratégie de l'EEIL qui consiste à semer la peur est utile non seulement sur le plan politique (terrorisme), mais aussi sur le plan militaire. Le groupe est notoire pour ses violations extrêmes des droits de l'homme et pour l'efficacité de sa violence, tandis que la médiatisation de ses exécutions brutales lui a permis de projeter sa puissance militaire et de conduire des opérations audacieuses.

L'examen de ces trois cas d'EIV fait apparaître clairement entre les EIV et les autres acteurs des conflits des différences notables liées à l'idéologie. Toutefois, ces différences sont parfois inattendues. L'idéologie est un facteur important pour les dirigeants des groupes EIV en particulier : certains sont des entrepreneurs idéologiques qui cherchent à mobiliser des militants pour une cause. L'idéologie peut être un facteur pour les militants, mais les civils en situation de conflit rejoignent les groupes violents pour de nombreuses raisons (sociales, psychologiques et pratiques comme politique). Bien souvent, l'idéologie a un pouvoir de fragmentation, car les motivations diffèrent entre les leaders et les partisans. Certes, les djihadistes salafistes sont à bien des égards différents des autres groupes violents, et plus menaçants ; mais ils expriment leur vision du monde à travers un discours qui ressemble

de manière frappante à celui de nombreux mouvements militants, religieux comme séculiers.

Implications pour les acteurs du développement

Les ressemblances et les différences sur le plan des mesures en faveur du développement élargissent le débat initié dans les années 1990 sur la façon dont le développement et le conflit interagissent. Goodhand a établi un cadre de référence afin de décrire les contributions possibles des praticiens du développement en matière de résolution du conflit et de reconstruction du pays après un conflit. Cette première approche répondait au concept de *working around war* (travailler en marge de la guerre), car les praticiens du développement ont cherché à poursuivre leurs activités tout en évitant de participer directement au conflit⁷⁷. Ce concept envisageait le conflit comme une « entrave ou une externalité négative qui doit être évitée⁷⁸ ». De ce point de vue, le développement contribuait automatiquement à la paix, si bien qu'aucun autre élément n'était requis⁷⁹.

L'approche développée plus tard proposait le concept de *working in war* (travailler dans la guerre), dans lequel les agences de développement admettaient qu'un lien pouvait exister entre le développement et le conflit et cherchaient à en limiter les effets, mais sans s'attaquer directement au conflit : « les agences travaillant dans les zones de violences actives ont tenté de réduire les risques liés à la guerre et ont fait en sorte que les programmes n'entretiennent ni ne prolongent la violence⁸⁰. L'approche la plus récente et la plus proactive est *working on war* (travailler sur la guerre), selon laquelle les praticiens du développement participent directement aux activités de consolidation de la paix⁸¹. La prévention et la résolution des conflits deviennent l'objectif principal du développement, ce qui signifie que « les politiques et les programmes doivent être justifiés dans cette optique », et cela inclut les initiatives directes de consolidation de la paix et de renforcement de l'État⁸².

En s'attaquant aux ressorts de la radicalisation et du recrutement, la réaction des acteurs du développement face à l'extrémisme violent a, jusque-là, relevé de la catégorie du *working in*. Le plan d'action de la lutte contre l'extrémisme violent (CVE), par exemple, part du principe qu'« une réflexion portant à la fois sur les manifestations de l'extrémisme violent et sur les conditions propices à l'extrémisme violent est un défi en matière de développement. Cela exigera de renforcer les fondements du développement équitable, des droits de l'homme, de la gouvernance et de l'état de droit⁸³ ». Cette approche a entraîné le développement rapide d'un ensemble de programmes de CVE⁸⁴. S'il n'existe pas de mesure adaptée garantissant l'efficacité de ces programmes, ces derniers visent à prévenir l'adhésion

aux groupes extrémistes violents⁸⁵. Cette démarche est particulièrement importante dans les pays comme le Kenya où l'extrémisme violent ne s'est pas encore transformé en guerre totale. Dans ce contexte, le plan d'action CVE peut limiter la progression du phénomène en ébranlant le soutien apporté aux groupes extrémistes violents. Quoi qu'il en soit, ce plan d'action a pour objectif de réduire la vulnérabilité à la radicalisation et au recrutement des personnes qui ne sont pas encore engagées dans le processus ; par conséquent la CVE ne s'adresse pas tant aux communautés considérées « à risque » qu'aux groupes violents eux-mêmes.

Les outils existants de communication avec les parties prenantes du conflit peuvent également être appliqués aux groupes EIV. C'est notamment dans les pays et les régions où les gouvernements se sont appuyés sur des réponses fermes et sécuritaires comme le Nigeria et le Kenya que la réforme du secteur de la sécurité (RSS) peut susciter une réaction moins violente et, ainsi, réduire le risque d'exacerbation ou de récurrence de la violence. Comme le montre le cas du Nigeria, si la réaction par défaut d'un gouvernement est de réprimer la contestation ou de s'en prendre à des communautés entières en menant des opérations de ratisage général, elle risque de déclencher des mouvements dérivés plus violents, moins prévisibles et plus stratégiques que les précédents. Les interventions gouvernementales violentes peuvent également renforcer l'appui aux groupes extrémistes violents.

S'il est peu probable que cela s'étende à la réforme des forces armées, au moins dans la réaction des agences du développement, O'Neill et Cockayne prônent des programmes basés sur les principes de démobilisation, de désarmement et de réintégration (DDR) afin de favoriser le désengagement des extrémistes violents et leur réintégration au sein de la société⁸⁶. De même, Jones, Lynch, Marchand, Denov et Koehler examinent le potentiel de désengagement, de déradicalisation et de réintégration des combattants impliqués dans l'extrémisme violent⁸⁷. Ces approches utilisent des interventions conçues pour traiter d'autres formes de violence et instaurent un dialogue avec les institutions et les individus touchés par un conflit violent. Développées à la suite de décennies de guerre civile dans les années 1990 et 2000, ces approches ont été appliquées à différents conflits, y compris aux divisions ethniques. Comme elles ne s'adressent pas directement aux groupes extrémistes violents, il n'est pas nécessaire qu'elles soient focalisées sur les effets de l'idéologie ni qu'elles y répondent, ou sur les autres particularités qui pourraient différencier les extrémistes islamistes violents d'autres groupes extrémistes violents.

Les mesures s'appliquant directement à l'extrémisme violent sont plus difficiles à mettre en œuvre, particulièrement dans le cadre de la consolidation de la paix et du renforcement de l'État. Le renforcement de l'État vise principalement à promouvoir les solutions politiques inclusives, dans lesquelles les élites rivales

sont intégrées aux processus de décision politique et économique. Toutefois, face à certains groupes islamistes violents, un règlement politique négocié n'est pas le but recherché. Par exemple, les intentions des Shebab au Kenya sont de déstabiliser davantage l'autorité de l'État dans le *hinterland* sud somalien, et de placer ces zones dans l'orbite d'un territoire islamiste érigé en quelque sorte sur l'ancien projet d'une « Grande Somalie », sur l'irrédentisme somalien et sur le sentiment local panmusulman. Les efforts consentis pour former une « Grande Somalie » ont été source de conflits avec la Somalie depuis l'indépendance du Kenya. Avec, en prime, la rhétorique et la pratique des extrémistes islamistes et l'assise des Shebab, extérieure au Kenya, un règlement politique semble fort improbable compte tenu des objectifs en jeu. À long terme, les règlements politiques liés au transfert constitutionnel récent du pouvoir kenyan vers les comtés pourraient redresser certains griefs concernant l'autonomie et l'emprise excessive de l'état central, s'ils sont mis en œuvre de façon à donner aux communautés locales les moyens d'agir, sapant ainsi une partie du discours non seulement des groupes islamistes violents, mais aussi d'autres factions comme le Conseil républicain de Mombasa (MRC).

Dans le renforcement de l'État, la question du règlement politique est donc particulièrement ardue dans ce contexte, et il est peu probable qu'une intervention, quelle qu'elle soit, réconcilie les groupes djihadistes salafistes et leurs franchises. La diversité au sein des groupes islamistes violents en situation de conflit et leur tendance à se fragmenter compliquent la donne. Prenons le cas de Boko Haram : des désaccords touchant aux convictions fondamentales, à la stratégie et à la tactique ont entraîné la formation de groupes dissidents tels que Ansaru. Les Shebab en Somalie ont également connu, depuis 2011, de graves dissensions intestines pour des raisons similaires. Cependant, l'absence de cohésion au sein des groupes IEV pourrait ouvrir la voie à la négociation. Par exemple, selon Gerges, il faudrait tenter de négocier avec les djihadistes qui n'adhèrent pas à la doctrine de al-Qaïda⁸⁸. Cette stratégie peut affaiblir les groupes islamistes les plus problématiques et fragmenter l'assise populaire des extrémistes.

Les djihadistes salafistes sont irréconciliables, certes ; pour autant, les efforts en faveur d'un règlement inclusif des conflits où ils sont actifs ne sont pas vains. Notre analyse suggère ainsi que cette démarche devrait être privilégiée. Tout d'abord, ces groupes intransigeants tirent en partie leur légitimité de griefs socio-politiques, comme en Irak de l'après 2003 où la minorité arabe sunnite n'a pas été véritablement incluse dans le règlement du conflit, et en Syrie où le gouvernement minoritaire a perdu le soutien de franges importantes de la majorité arabe sunnite. Dans un pays comme dans l'autre, le fait de s'attaquer à certains des nombreux problèmes de gouvernance ne va pas convaincre l'EIIL et JAN de s'asseoir à la

table des négociations, mais cela réduirait leur soutien auprès des Arabes sunnites privés de leurs droits. Ensuite, comme nous l'avons montré, l'extrémisme islamiste violent est loin d'être un mouvement monolithique et stable et le terme au sens large englobe des groupes potentiellement intéressés par un règlement politique. Par conséquent, les groupes dissidents méritent d'être pris en considération, car ils peuvent se rendre compte qu'ils ont plus à gagner d'un règlement que du conflit lui-même, en particulier quand un conflit civil de longue durée se trouve dans l'impasse.

Les acteurs du développement peuvent également contribuer au renforcement de l'État en participant au développement de ses fonctions régaliennes. Cette approche part du principe que le renforcement des capacités de l'État à assurer ses fonctions régaliennes telles que la sécurité, l'État de droit et les politiques macro-économiques, suscitera la confiance, favorisera la gestion des services publics, notamment l'ordre public, et consolidera la légitimité de l'État. Cette perspective pourrait avoir un impact sur des membres qui, poussés par les griefs, rejoignent les groupes islamistes violents. En s'attaquant aux griefs et à l'incapacité de l'État à lutter contre la marginalisation et l'insécurité dans ces régions, il serait possible de limiter le potentiel de mobilisation et l'assise populaire des groupes islamistes violents. Les États faibles sont davantage à la merci de la guerre civile et de l'insurrection et doivent lutter d'autant plus pour repousser les menaces de l'extrémisme violent⁸⁹. La déliquescence de l'État irakien à la suite de l'invasion et de l'occupation en 2003 en est un exemple particulièrement frappant : le passage soudain d'un État policier à une situation anarchique a permis l'essor d'une multitude de groupes extrémistes violents, depuis les militants chiïtes jusqu'à al-Qaïda. En définitive, la construction ou la reconstruction de la capacité de l'État est un prérequis essentiel de la gestion des problèmes liés à l'extrémisme islamisme violent. Il convient de concentrer les efforts de rétablissement des pouvoirs publics dans les régions qui se trouvent sous la férule de l'opposition, en particulier celles qui sont menacées par la progression de l'extrémisme islamiste.

Dans le même ordre d'idées, la fourniture des biens et services d'intérêt général escomptés par la population permettrait d'asseoir la légitimité de l'État et d'éroder la contestation violente. Mais si les partisans de l'extrémisme violent motivés par leurs griefs sont susceptibles d'être relativement apaisés, cela n'aura guère d'effet sur les couches supérieures des groupes EIV. Toutefois, l'amélioration des prestations de biens et services publics pourrait freiner considérablement la capacité des chefs à recruter ou à s'attacher l'adhésion passive de pans entiers de la population. EIIL doit en partie son succès à sa présence dans des territoires marqués par l'absence de l'État, par une économie de guerre florissante et par une violence endémique. En instaurant un semblant d'ordre et de contrôle, si violent

soit-il, l'EIII se présente comme la seule autorité légitime, en se réservant le monopole de l'usage de la force. Turkmani souligne également à quel point cette réputation de gouvernance, fondée sur le contrôle des biens et services publics, a joué un rôle essentiel pour recruter les fidèles et recueillir l'assentiment de la population⁹⁰.

Si l'État est incapable de ou réticent à combler ses lacunes, il ouvre alors la porte à d'autres acteurs. Par exemple, selon Turkmani, les organisations internationales devraient promouvoir des mesures économiques, comme des programmes de création d'emplois et de distribution de carburant dans les régions syriennes accessibles⁹¹. Les interventions visant à favoriser la sécurité économique dans les zones touchées par les conflits ont le pouvoir de réduire, à tout le moins de contenir, le soutien des islamistes violents les plus problématiques.

L'objectif primordial de la consolidation de la paix est de s'attaquer aux causes et aux conséquences du conflit. Cela implique nécessairement de se concentrer sur les griefs, les lignes de faille et la recherche de moyens de subsistance qui sous-tendent le conflit. Zaum, Gippert et Heaven envisagent la religion et l'extrémisme religieux comme l'expression de griefs économiques, politiques et sociaux et de la recherche de nouvelles opportunités⁹². Cette vision s'accorde avec le constat posé par Kunovich et Hodson en Croatie selon lequel la religion n'est qu'un simple marqueur social des forces démographiques, économiques et politiques⁹³. D'autres études contestent toutefois ces observations et suggèrent plutôt que la religion peut à la fois stimuler et mobiliser l'action collective et que des restrictions imposées à la religion même peuvent expliquer dans une large mesure la violence inspirée par la religion. Dans cette analyse, la religion elle-même est source de griefs⁹⁴.

Cependant, circonscrire la religion à une source de griefs conduisant au conflit et à l'extrémisme pourrait détourner l'attention des causes et des éléments moteurs du conflit. Notre analyse suggère que la violence extrémiste est le résultat d'une combinaison complexe de facteurs conjoncturels, de catalyseurs sociaux, de leviers politiques et de caractéristiques individuelles; il n'existe donc pas de lien unique entre les idées religieuses et l'action violente. Il s'agit donc de comprendre comment une situation de coexistence stable se désagrège au point que la religion (plus exactement la différence religieuse) représente une menace pour la sécurité. Il est donc nécessaire d'examiner les causes premières et de s'attaquer aux plus importantes. En Irak par exemple, l'exclusion des Arabes sunnites du règlement politique de l'après-2003 a généré des griefs qui, bien que formulés sous un angle religieux, sont avant tout politiques.

Certes, tous les groupes étudiés dans ce document répondent à un lot d'éléments moteurs et de motivations, mais chaque groupe a été influencé dans une certaine mesure par des griefs, en particulier aux premiers échelons. Or les efforts

déployés pour réparer ces griefs ne conduiront pas nécessairement au règlement du conflit. Car si un groupe considère que le problème c'est l'État ou si ce groupe nourrit des aspirations mondiales ou utopiques, les chefs et les fidèles les plus engagés n'abandonneront vraisemblablement pas leur programme extrémiste. Néanmoins, les efforts consentis pour réparer les griefs pourraient inclure ces groupes et, au fil du temps, réduire leur soutien.

Cette analyse de la façon dont les acteurs du développement peuvent agir auprès des groupes IEV conduit à hiérarchiser les interventions (voir Figure 1). L'échelon inférieur indique que la contribution la plus importante apportée par le développement relève de la prévention et cherche à limiter la participation à l'extrémisme violent en privilégiant la bonne gouvernance, les droits de l'homme, le développement et l'État de droit. Cet échelon s'imbrique avec le niveau suivant qui cherche à s'attaquer à la fois aux griefs ayant incité les individus à l'extrémisme violent et à l'impact de l'extrémisme violent, de la violence engendrée aux réactions brutales du gouvernement. Le sommet de la pyramide est le plus difficile à atteindre et il est essentiel d'agir au bon moment. Comme nous l'avons vu précédemment, en négociant avec les groupes stratégiques, en favorisant l'érosion du soutien des groupes utopiques et en captant l'attention des groupes dissidents, les possibilités d'une transformation sont optimisées.

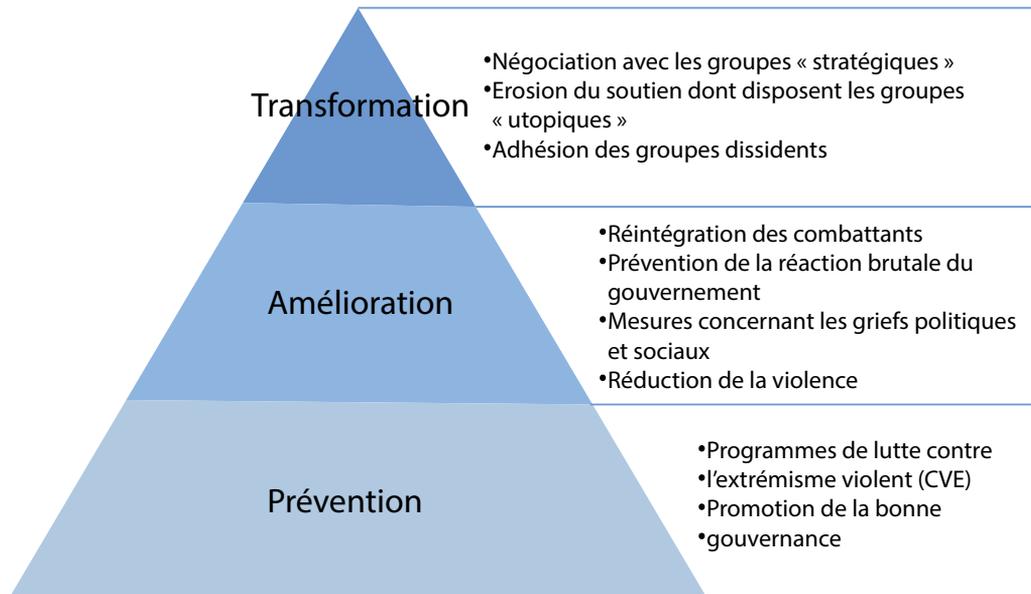


Figure 1: Hiérarchie des interventions.

Étant donné que cette pyramide représente un éventail de stratégies actuellement mises en œuvre à l'adresse des acteurs des conflits, le schéma suggère qu'il n'existe pas de différence entre la façon dont les acteurs du développement devraient réagir face aux groupes IEV. S'ils se ressemblent à de nombreux égards, les groupes IEV et les autres acteurs des conflits exigent, du fait de leurs différences, une approche contextualisée qui tienne compte des modes de fonctionnement spécifiques des groupes, et envisage les buts et les objectifs, la tactique et le recours à la violence ainsi que les stratégies de recrutement et de médiation.

Notes

1. ALLAN, Harriet, GLAZZARD, Andrew, JESPERSON, Sasha, REDDY-TUMU, Sneha et WINTERBOTHAM, Emily, « Drivers of violent extremism: Hypotheses and literature review », Royal United Services Institute, 16 octobre 2015, https://assets.publishing.service.gov.uk/media/57a0899d40f0b64974000192/Drivers_of_Radicalisation_Literature_Review.pdf.

2. FETTWEIS, Christopher J., « Freedom fighters and zealots: Al Qaeda in historical perspective », *Political Science Quarterly* 124, no 2, 2009, p. 270, <https://doi.org/10.1002/j.1538-165X.2009.tb00649.x>; PIAZZA, James A., « Is Islamist terrorism more dangerous? An empirical study of group ideology, organization, and goal structure », *Terrorism and Political Violence* 21, n°1, 2009, pp. 62–68, <https://doi.org/10.1080/09546550802544698>.

3. RANSTORP, Magnus, « Interpreting the broader context and meaning of Bin-Laden's Fatwa », *Studies in Conflict and Terrorism* 21, no 4, 1998, pp. 321–330, <https://doi.org/10.1080/10576109808436072> ; et GERGES, Fawaz A., *The far enemy: Why Jihad went global*, 2^e édition, Cambridge : Cambridge University Press, 2005, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511512049>.

4. KEPEL, Gilles, MILELLI, Jean-Pierre, dir., *Al Qaeda in its own words*, Cambridge : Harvard University Press, 2008 ; FUNCK, Nathan C., SAID, Aziz A., « Islam and the West: Narratives of conflict and conflict transformation », *International Journal of Peace Studies* 9, no 1, 2004, pp. 1–28.

5. BRAHIMI, Alia, *Jihad and just war in the war on terror*, Oxford : Oxford University Press, 2010, <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199562961.001.0001> ; VAN DE VOORDE, Cecile, « Jihad », in *Religion and Violence: An encyclopedia of faith and conflict from antiquity to the present*, ROSS Jeffrey Ian, dir., New York : Routledge, 2011, p. 2.

6. FILIU, Jean-Pierre, *Apocalypse in Islam*, traduit du français par DEBEVOISE, Malcolm, Los Angeles : University of California Press, 2001.

7. WEISS, Michael, HASSAN, Hassan, *Isis: Inside the army of terror*, New York : Regan Arts, 2015, p. 1.

8. ONUOHA, Freedom C., « The Islamist challenge: Nigeria's Boko Haram crisis explained », *African Security Review* 19, no 2, 2010, pp. 54–67, <https://doi.org/10.1080/10246029.2010.503061>.

9. BOTHA, Anneli, « Radicalisation in Kenya recruitment to Al-Shabaab and the Mombasa Republican Council », article 265, Pretoria : Institute for Security Studies, 2014 ; ANDERSON David M., MCKNIGHT, Jacob, « Kenya at war: Al Shabaab and its enemies in East Africa », *African Affairs* 114, no 454, 2015, pp. 1–27, <https://doi.org/10.1093/afraf/adu082>.

10. SMILANSKY Saul, « Terrorism, justification, and illusion », *Ethics* 114, n° 4, 2004, pp. 790–805, <https://doi.org/10.1086/383443>.

11. STERN, Jessica, *Terror in the Name of God*, London : HarperCollins, 2003.

12. *Id.*, p. 281.

13. COURSON, Elias, « Movement for the emancipation of the Niger Delta MEND: Political marginalization, repression and petro-insurgency in the Niger Delta », note de réflexion 47, Uppsala : The Nordic Africa Institute, 2009.

14. COMOLLI, Virginia, *Boko Haram : Nigeria's Islamist insurgency*, Londres : Hurst, 2015.

15. WIKTOROWICZ, Quintan and KALTENTHALER, Karl, « The rationality of radical Islam », *Political Science Quarterly* 121, no 2, 2006, pp. 295–296, <https://doi.org/10.1002/j.1538-165X.2006.tb00573.x>.

16. HEGGHAMMER, Thomas, *Jihad in Saudi Arabia: Violence and pan-Islamism since 1979*, Cambridge : Cambridge University Press, 2010, <https://doi.org/10.21236/ADA515098> ; HEGGHAMMER, Thomas, « The rise of Muslim foreign fighters: Islam and the globalization of Jihad », *International Security* 35, no 3, 2011, pp. 53–94, https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00023.

17. PIAZZA, « Is Islamist terrorism more dangerous? ».

18. WEISS et HASSAN, *Isis: Inside the army of terror*, p. 162.

19. LISTER, Charles, « Returning Foreign Fighters: Criminalization or Reintegration? » note d'orientation, Washington, DC : Brookings Institute, 2015.

20. TURKMANI, Rim, *ISIL, Jan and the war economy in Syria*, Londres : London School of Economics, 2015.

21. BRUTON, Bronwyn, WILLIAMS, Paul D., « Counterinsurgency in Somalia: Lessons Learned from the African Union Mission in Somalia, 2007-2013 », rapport JSOU 14-5, Macdill, AFB : Joint Special Operations University, septembre 2014 ; BRYDEN, Matt, « The Reinvention of Al Shabaab: A strategy of choice or necessity? », rapport CSIS Africa Program, Washington, DC : Center for Strategic and International Studies, 2014 ; MENKHAUS Ken, « Al Shabaab's capabilities post-Westgate », *CTC Sentinel* 7, no 2, 2014, pp. 4–9 ; HANSEN, Stig Jarle, « An in-depth look at Al Shabaab's internal division », *CTC Sentinel* 7, no 2, 2014, pp. 9–12 ; ANDERSON et MCKNIGHT, « Kenya at war ».

22. USAID, *Development assistance and counter-extremism: A Guide to Programming*, Washington DC : USAID, septembre 2011, p. 13.

23. ALLAN et al., « Drivers of violent extremism ».

24. Bien que le terme *drivers* (éléments moteurs) soit couramment employé, celui de « facteurs » est plus approprié, car c'est tout un ensemble de facteurs conjoncturels, socioculturels et individuels qui entrent en ligne de compte ; GUPTA Dipak K., « Toward an integrated behavioural framework for analyzing terrorism: Individual motivations to group dynamics », *Democracy and Security* 1, no 1, 2005, pp. 5–31, <https://doi.org/10.1080/17419160500222733>.

25. GURR, Ted, *Why Men Rebel*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 1970.

26. HOWARD, Tiffany, *Failed states and the origins of violence: A comparative analysis of state failure as a root cause of terrorism and political violence*, New York : Ashgate, 2014.

27. GELFAND, Michele J., LAFREE, Gary, FAHEY, Susan, FEINBERG, Emily, « Culture and extremism », *Journal of Social Issues* 69, no 3, 2013, pp. 495–517, <https://doi.org/10.1111/josi.12026>; PIAZZA, James, « Rooted in poverty? Terrorism, poor economic development, and social cleavages », *Terrorism and Political Violence* 18, no 1, 2007, pp. 159–77, <https://doi.org/10.1080/09546590944578>.

28. GANIEL, Gladys, citée dans « Religion & security: Can religion contribute to peace and reconciliation? », WOLFFE, John, MOORHEAD Gavin, dir., Milton Keynes : Open University, 2014.

29. COMOLLI, *Boko Haram: Nigeria's Islamist insurgency*.

30. GRYNKEWICH Alexus, « Welfare as warfare: How violent non-state groups use social services to attack the state », *Studies in Conflict & Terrorism* 31, n°4, 2008, pp 350–70, <https://doi.org/10.1080/10576100801931321>.

31. WEISS et HASSAN, *Isis*.

32. TURKMANI, *ISIL*.

33. *Id.*

34. BERMAN, Bruce et LONSDALE, John, *Unhappy valley: Conflict in Kenya and Africa*, Londres : John Currey, 1992, II ; BOTHA, « Radicalisation » ; BOTHA, « Radicalisation to terrorism in Kenya and Uganda: A political socialisation perspective », *Perspectives on Terrorism* 9, no 5, 2015, pp. 2–14 ; THOMPSON, Vincent Bakpetu, *Conflict in the horn of Africa: The Kenya–Somalia border problem 1941–2014*, Lanham, MD : University Press of America, 2015.

35. UZODIKE, Ufo Okeke, MAIANGWA, Benjamin, « Boko Haram terrorism in Nigeria: Causal factors and central problematic », *African Renaissance: Terrorism in Africa* 9, no 1, 2012, pp. 91–118.

36. DODGE, Toby, « Iraq : From war to a new authoritarianism », in CAPLAN, Richard, *Exit Strategies and State Building*, Londres : International Institute of Strategic Studies, 2012, <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199760114.003.0013>, 104 ; GEORGE, Susannah, « Breaking Badr », *Foreign Policy*, 6 novembre 2014, <http://foreignpolicy.com/2014/11/06/breaking-badr/>.

37. GANIEL in « Religion & security » ; LIND Jeremy and DOWD Caitriona, « Understanding Insurgent Margins in Kenya, Nigeria and Mali », Rapid Response Briefing, Brighton : Institute for Development Studies, 2015.

38. STERN, *Terror in the Name of God*.

39. NDUNGU, Ruth W., « Socialization and Violence: Ideas and Practices in Kenya », in *(Re)membering Kenya Vol 1 : Identity, Culture and Freedom*, WA-MUNGAI, Mbugua, GONA, George, dir., Nairobi : African Books Collective, 2010 ; OLOO, Adams, « Marginalisation and the rise of militia groups in Kenya: the Mungiki and the Sabaot Land Defence Force », in *Militias, Rebels and Islamist Militants: Human Insecurity and State Crises in Africa*, OKUMU, Wafula, IKELEGBE, Augustine, dir., Pretoria : Institute for Security Studies, 2010 ; Kenya Transitional Justice Network, *Summary: Trust, justice and reconciliation commission report*, Nairobi : Kenya Transitional Justice Network, 2013.

40. ALLAN et al., « Drivers of violent extremism ».

41. LEWIS, Bernard, *What Went Wrong? Western Impact and Middle Eastern Response*, Oxford : Oxford University Press, 2002 ; PIPES, Daniel, *The long shadow: Culture and politics in the Middle East*, Piscataway : Transaction Publishers, 1989.

42. NEUMANN, Peter, « The Trouble with Radicalization », *International Affairs* 89, no 4, 2013, pp. 873–94, <https://doi.org/10.1111/1468-2346.12049> ; WIKTOROWICZ et KALTENTHALER, « The rationality of radical Islam ».

43. KALDOR, Mary, *New and old wars: Organized violence in a global era*, 2^e édition, Cambridge : Polity Press, 2006, p. 73.

44. USAID, *Development assistance and counter-extremism*.

45. AL RAFFIE, Dina, « Social identity theory for investigating Islamic extremism in the diaspora », *Journal of Strategic Security* 6, no 4, 2013, pp. 67–97, <https://doi.org/10.5038/1944-0472.6.4.4> ; VIDINO, Lorenzo, *Radicalisation, Linkage and Diversity, Current Trends in Terrorism in Europe*, Santa Monica : RAND, 2011.

46. ATRAN, Scott, *Talking to the enemy: Violent extremism, sacred values, and what it means to be human*, Londres : Penguin Books, 2011, ix.

47. ANDERSON, Benedict, *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres : Verso, 1982.

48. GLEAVE, Robert, cité dans « Religion & security: Can religion contribute to peace and reconciliation? », WOLFFE, John, MOORHEAD, Gavin, dir., Milton Keynes : Open University, 2014 ; HEGGHAMMER, « The rise of Muslim foreign fighters » ; MAHER, Shiraz, « Jihadi-Salfism : The History of an Idea », thèse de PhD, King's College London, 2015.

49. BOTHA, « Radicalisation in Kenya » ; BOTHA, « Radicalisation to terrorism in Kenya and Uganda ».

50. JUERGENSMEYER, Mark, *Terror in the mind of god*, Los Angeles : University of California Press, 2003.

51. KALDOR, Mary, « From just war to just peace », in *The Price of Peace: Just War in the Twenty First Century*, REED, Charles, dir., RYALL, David, Cambridge : Cambridge University Press, 2007, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511618741.015>.
52. STANSFIELD, Gareth, *Islamic state, the Kurds and the future of Iraq*, Londres : Hurst, 2015.
53. *Id.*
54. « Insult to injury: The 2014 Lamu and Tana river attacks and Kenya's abusive response », *Human Rights Watch*, 15 juin 2015, www.hrw.org/report/2015/06/15/insult-injury/2014-lamu-and-tana-river-attacks-and-kenyas-abusive-response.
55. GEORGE, « Breaking Badr » ; DODGE, « Iraq : From war to a new authoritarianism », p. 63.
56. NEUMANN, « The Trouble with Radicalization ».
57. BERMAN, Eli, *Radical, religious, and violent: The new economics of terrorism*, Cambridge : MIT Press, 2009.
58. HANSEN, Stig Jarle, *Al-Shabaab in Somalia: The history and ideology of a militant Islamist group, 2005–2012*, Londres : Hurst, 2013 ; COMOLLI, *Boko Haram: Nigeria's Islamist insurgency* ; WRIGHT, Lawrence, *The looming tower: Al Qaeda's Road to 9/11*, Londres : Penguin, 2006 ; BURKE, Jason, *al-Qaïda : The true story of radical Islam*, Londres : Penguin, 2007.
59. HOLBROOK, Donald, *The Al-Qaeda doctrine: the framing and evolution of the leadership's public discourse*, Londres : Bloomsbury, 2014, pp. 29-39.
60. GERGES, *The far enemy: Why Jihad went global*.
61. HEGGHAMMER, *Jihad in Saudi Arabia*.
62. HAFEZ, Mohammed M., « The origins of sectarian terrorism in Iraq », in *The Evolution of the Global Terrorist Threat: From 9/11 to Osama bin Laden's Death*, HOFFMAN, Bruce, dir., REINARES, Fernando, New York : Columbia University Press, 2014, p. 443, <https://doi.org/10.7312/hoff16898-018>.
63. MALET, David, *Foreign Fighters: Transnational Identity in Civic Conflicts*, Oxford : Oxford University Press, 2013, <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199939459.001.0001>.
64. NEUMANN, Peter, « Foreign fighter total in Syria/Iraq now exceeds 20,000; surpasses Afghanistan conflict in the 1980s », *ICSR*, 26 janvier 2015, <http://icsr.info/2015/01/foreign-fighter-total-syria-iraq-now-exceeds-20000-surpasses-afghanistan-conflict-1980s/>.
65. BELL, Stewart, « Tamil Tigers suicide pilots celebrated in Toronto », *National Post*, 2 mars 2009, www.nationalpost.com/related/topics/tamil+tigers+suicide+pilots+celebrated+toronto/1346013/story.html.
66. FORD, Terence, « The foreign fighter problem: Recent trends and case studies », article présenté lors de la conférence Foreign Policy Research Institute, 27 septembre 2010 ; MELEAGROU-HITCHENS, Alexander, MAHER Shiraz, SHEEHAN, James, *Lights, Camera, Jihad: Al Shabaab's Western Media Strategy*, Londres : International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2012 ; PANTUCCI, Raffaello, « Bilal al-Berjawi and the shifting fortunes of foreign fighters in Somalia », *CTC Sentinel*, 24 septembre 2012, www.ctc.usma.edu/posts/bilal-al-berjawi-and-the-shifting-fortunes-of-foreign-fighters-in-somalia ; HANSEN, « An in-depth look at Al Shabaab's internal divisions », pp. 9–12.
67. KANOGO, Tabitha, *Squatters and the roots of Mau Mau 1905–63*, Londres : John Currey, 1987 ; BERMAN et LONSDALE, *Unhappy valley: Conflict in Kenya and Africa* ; RASMUSSEN, Jacob, « Mungiki as youth movement: Revolution, gender and generational politics in Nairobi, Kenya », *Young : Nordic Journal of Youth Research* 18, no 3, 2010, pp. 301–319, <https://doi.org/10.1177/110330881001800304> ; MARCHAL, Roland, *The rise of a jihadi movement in a country at war: Harakat al Shabaab al Mujahiddin in Somalia*, rapport de recherche CERI, Paris : Sciences Po, 2011 ; HANSEN, *Al-Shabaab in Somalia* ; NZES, Fredrick, « Al Hijra: Al-Shabab's Affiliate in Kenya », *CTC Sentinel* 7, no 5, 2014, pp. 24–26.
68. LISTER, « Returning Foreign Fighters: Criminalization or Reintegration? », p. 8.
69. FETTWEIS, « Freedom fighters and zealots ».

70. HOFFMAN, Bruce, *Inside terrorism*, édition revue et augmentée, New York : Columbia University Press, 2006.
71. *Id.*, p. 88.
72. BERMAN, *Radical, religious, and violent*.
73. *Id.*, p. 8.
74. PINKER, Steven, *The Better angels of our nature: Why violence has declined*, New York : Viking Press, 2011 ; « RAND | NSRD | Projects | RAND Database of Worldwide Terrorism Incidents », http://smapp.rand.org/rwtid/search_form.php.
75. TUCKER, David, « What's new about the new terrorism and how dangerous is it? » *Terrorism and Political Violence* 13, 2001, pp. 1–14, <https://doi.org/10.1080/09546550109609688>.
76. ROGGIO, Bill, « Boko Haram suicide bomber kills 11 at Nigerian military church », *FDD's Long War Journal*, 25 novembre 2012, www.longwarjournal.org/archives/2012/11/boko_haram_suicide_b.php.
77. GOODHAND, Jonathan, *A Synthesis Report: Kyrgyzstan, Moldova, Nepal and Sri Lanka*, Londres : Centre for Defence Studies, 2001.
78. *Id.*, p. 61.
79. UVIN, Peter, « The development/peacebuilding nexus: A typology and history of changing paradigms », *Journal of Peacebuilding and Development* 1, no 1, 2002, pp. 1–20, <https://doi.org/10.1080/15423166.2002.979203266676>.
80. GOODHAND, « Preparing to intervene », in *Civil War, Civil Peace*, YANACOPULOS, Helen et HANLON, Joseph, éd. Londres : James Currey, 2006, p. 264.
81. GOODHAND, « Working 'in' and 'on' war », in *Civil War, Civil Peace*, YANACOPULOS, Helen et HANLON, Joseph, éd. Londres : James Currey, 2006, p. 264.
82. GOODHAND, *A Synthesis report*, p. 31.
83. Commission européenne, *STRIVE for Development: Strengthening resilience to violence and extremism*, Luxembourg : Publications office of the European Union, 2015, p. 3.
84. ZEIGER, Sara, ALY, Anne, dir. *Countering violent extremism: Developing an evidence-base for policy and practice*, Perth : Curtin University/Hedayah Center, 2015.
85. FINK, Naureen Chowdhury, « The blue flag in grey zones: Exploring the relationships between countering violent extremism CVE and disarmament, demobilization and reintegration DDR in UN field operations » in *UN DDR in an Era of Violent Extremism: Is It Fit for Purpose?* COCKAYNE James, dir., O'NEILL Siobhan, New York : UNU-CPR, 2015.
86. O'NEILL, Siobhan et COCKAYNE, James, « Conclusion », in *UN DDR in an Era of Violent Extremism: Is It Fit for Purpose?* COCKAYNE James, dir., O'NEILL Siobhan, New York : UNU-CPR, 2015.
87. JONES, Clark R., LYNCH, Orla, MARCHAND, Ines, DENOV, Myriam, et KOEHLER, Daniel, « Part III : Disengagement, Deradicalization and Reintegration of Former Fighters », in ZEIGER, ALY, dir., *Countering violent extremism*.
88. GERGES, *The far enemy: Why Jihad went global*.
89. TILLY, Charles, *The politics of collective violence*, Cambridge : Cambridge University Press, 2003, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511819131>.
90. TURKMANI, *ISIL*.
91. *Id.*
92. Department for International Development, *Building Peaceful States and Societies: A DFID Practice Paper*, Londres : Department for International Development, 2010.
93. KUNOVICH, Robert M., et HODSON, Randy, « Conflict, Religious Identity, and Ethnic Intolerance in Croatia », *Social Forces* 78, no 2, 1999, pp. 643–668, <https://doi.org/10.1093/sf/78.2.643>.
94. FINKE, Roger et HARRIS, Jaime D., « Wars and rumours of wars: Explaining religiously motivated violence », in *Religion, Politics, Society and the State*, FOX, Jonathan, dir., Boulder, CO : Paradigm Publishers, 2012 ; FINKE, Roger et MARTIN, Robert R., *Religious freedom and conflict: A review of the*

evidence, Washington DC : USAID Conflict Management and Mitigation Office, 2012 ; DOWD, Robert, « Religious diversity and violent conflict: Lessons from Nigeria », *The Fletcher Forum of World Affairs* 38, no 1, 2014, pp. 153–168.